



GRANDE
CHANCELLERIE
DE LA LÉGION
D'HONNEUR



Communiqué de presse – 18 février 2020

Nouvelles attributions de la Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme

Une nouvelle promotion de la Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme est publiée ce jour au *Journal officiel*. Elle rend hommage à 153 victimes et salue leur résilience. La Médaille nationale de reconnaissance est un symbole de solidarité et contribue à la cohésion nationale.

La promotion compte 153 personnes impliquées dans 17 événements terroristes survenus en France et 17 à l'étranger, entre 1974 (Drugstore Publicis) et 2018 (Strasbourg). Les victimes des attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis, du 23 mars 2018 à Trèbes et Carcassonne, et du 14 juillet 2016 à Nice sont les plus représentées : respectivement 36, 24 et 21 personnes. 22 victimes de la prise d'otage de Loyada (actuel Djibouti, 3 février 1976) font également partie de cette promotion.

29 personnes sont décédées ; 124 ont été blessées psychologiquement et/ou physiquement. Les victimes ont aujourd'hui entre 7 et 87 ans, 30 d'entre elles étaient mineures au moment des faits. 4 personnes sont étrangères, de 3 nationalités différentes (Portugal, Italie, Maroc).

La Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme a été créée par décret du Président de la République le 12 juillet 2016, à la suite des attentats survenus en France en 2015. Depuis la première attribution le 1^{er} juin 2018, quatre promotions collectives (incluant la présente) ont été publiées et 455 personnes ont reçu la Médaille de reconnaissance.

La Médaille de reconnaissance est accordée aux Français tués, blessés ou séquestrés lors d'actes terroristes commis en France ou à l'étranger ; et aux étrangers tués, blessés ou séquestrés lors d'actes terroristes commis en France ou à l'étranger contre les intérêts de la République française. Elle doit être demandée par la victime ou, en cas de décès, par sa famille.

Nota bene : *La promotion est consultable sur le site de la grande chancellerie (www.legiondhonneur.fr) et au Journal officiel à la date du 18 février 2020 (www.journal-officiel.gouv.fr).*

Contact presse

Alice Bouteille - alice.bouteille@legiondhonneur.fr

LD : 01.40.62.83.15 / P : 07.61.87.98.11

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR

1 rue de Solférino, 75700 Paris 07 SP – Tél. 01 40 62 84 00 – www.legiondhonneur.fr

Dossier de presse : repères sur la Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme

1. Critères d'attribution

La Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme est accordée selon les critères suivants :

- ✓ Être Français et avoir été tué, blessé ou séquestré lors d'actes terroristes commis en France ou à l'étranger ;
- ✓ Être étranger et avoir été tué, blessé ou séquestré lors d'actes terroristes commis en France ou à l'étranger contre les intérêts de la République française.

La personne concernée, qui peut être mineure, doit être reconnue comme victime du terrorisme soit par le parquet de Paris, soit par le fonds de garantie aux victimes, ou doit figurer sur la liste partagée des victimes du terrorisme tenue par le ministère de la Justice. Pour les cas antérieurs à la création de ces listes, un document justifiant de la présence sur le lieu des faits doit être produit.

La Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme est décernée de manière rétroactive à compter du 1^{er} janvier 1974.

2. Procédure d'attribution

La Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme suit la procédure traditionnelle d'attribution d'une décoration remise au nom du Président de la République.

Seule spécificité, la Médaille est obligatoirement demandée par la victime ou, si elle est décédée, par sa famille. Cette démarche, effectuée auprès du ministère de la Justice (secrétariat général), peut également transiter par les associations qui se font leur relais.

Le ministre de la Justice élabore les mémoires d'attribution qui sont transmis au Premier ministre avant d'être adressés au grand chancelier de la Légion d'honneur. Le conseil de l'ordre de la Légion d'honneur qu'il préside émet un avis sur ces mémoires, qui est ensuite communiqué au Premier ministre.

Après signature du Président de la République et publication du décret au *Journal officiel*, les récipiendaires reçoivent un brevet et un insigne qui peut, sans caractère obligatoire, leur être remis lors d'une cérémonie publique.

La Médaille nationale de reconnaissance peut être décernée lors d'une promotion collective, sans date fixe arrêtée à ce jour, ou par un décret individuel. Ce fut le cas pour la première attribution de cette médaille, le 1^{er} juin 2018 à une victime de l'attentat du Caire (2009).

3. Création

La Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme a été créée par décret du Président de la République du 12 juillet 2016, sur proposition du grand chancelier de la Légion d'honneur.

La décision de sa création est apparue à la suite des attentats survenus à Paris et à Saint-Denis le 13 novembre 2015, lors desquels 130 personnes ont trouvé la mort, et de ceux commis en janvier de la même année où une valeur fondamentale de la République, la liberté d'expression, était visée.

Ces événements ont fait naître une grande émotion nationale et apparaître la nécessité de décorer les victimes du terrorisme, mettant en évidence un manque dans le système français de distinction honorifique.

La Médaille nationale de reconnaissance est ainsi une décoration particulière qui n'a pas vocation à récompenser les services rendus à la nation par les récipiendaires mais à rendre hommage aux victimes des actes terroristes dirigés contre la France.

4. Insigne



Avers

Revers

La Médaille nationale de reconnaissance aux victimes du terrorisme est une fleur à cinq pétales marqués de raies blanches, intercalée de feuilles d'olivier, suspendue à un ruban blanc.

Elle porte à l'avant la statue de la République érigée sur la place éponyme, à Paris, avec l'exergue « République française », et, au revers, deux drapeaux français croisés avec la devise « Liberté-Egalité-Fraternité ».